COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 15 MARS 2010

Etaient Présents:

M. Michel RAOULT, maire, M. Claude LE TREOU. M. Jean Yves DANNIC, M. Claude LE HENAFF, Mme Michelle CESARE adjoints, Mme Jeanne ROLLAND, M. André LE THOMAS, M. Alain LE FLOCH, Mme Colette LE ROUX, M. Arnaud THOMAS, M. Yann LE CALLENNEC, M. Anthony MASSET, M. Pascal RIOU, M. Philippe MICHEL, Mme Prescillia OLLIVIER, Mme Anne BERTHELEME M. Jean Yves TOULLELAN, M. Christian HERVE, M. Jean François ROUDAUT.

M. Michel LE GUEN, secrétaire général.

Secrétaire : M. Anthony MASSET

Ordre du Jour :

- 0/ Adoption du procès verbal du 8 février 2010.
- 1/ Admission en non-valeur.
- 2/ Subventions 2010.
- 3/ Maison de l'Estuaire
 - a/ Création d'emplois saisonniers.
 - b/ Tarifs de l'animation.
- 4/ Choix de la maîtrise d'œuvre pour les mouillages de Lancerf.
- 5/ Convention d'accès aux services e-mégalis Bretagne.
- 6/ Création d'un Contrat Unique d'Insertion.
- 7/ Choix d'un hébergeur pour le site internet communal.
- 8/ CCPG : Rapports de la commission locale des charges transférées :
 - a/ Sentiers
 - b/ Transports Publics.
 - c/ Point d'accès au droit.
- 9/ Questions diverses.

0 – Adoption du procès verbal du conseil municipal du 8 février 2010

Le procès-verbal du conseil municipal du 8 février 2010 est adopté à l'unanimité.

1 – Admission en von valeur

A la demande des services du Trésor Public, le maire propose d'admettre en taxes et produits irrécouvrables, les titres suivants :

Budget Commune : Essentiellement des dettes de loyer.

Années	N° Titre	Montant
2008	T195	3,28
	T277	213,38
	T341	213,38
	T384	148,58
	T406	43,00
	T406	148,58
	T290	4,00
2009	T 261	190,75
	T276	12,56
	T347	344,37
	T361	263,37
	T420	298,92
	T344	116,01
	T358	57,01
Total		2.057,19

Budget Assainissement :

Années	N° Titre	Montant
2008	1 ^{er} sem	125,04
	2 ^{ème} sem	105,00
2009	1 ^{er} sem	133,80
	2 ^{ème} sem	343,22
Total		707,06

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'admettre ces titres du budget commune pour un montant de 2.057,19 € et du budget assainissement pour un montant total de 707,06 €, en taxes et produits irrécouvrables.

2 – Subventions 2010

Suivant avis de la commission des finances, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2010.

ASSOCIATIONS	Subv. 2009	Subventions2010
<i>Associations communales</i>		
Ecureuils foot	2 300	2 300
Coopérative scolaire	2 420	2 420
Amicale laïque	1 750	1 750
Club des retraités	670	670
Comité de jumelage	700	700
Ecureuils cyclo	200	200
Gwenodenn	400	400
Cavaliers	300	300
Les amis du cheval du Goelo	300	400
Société de chasse	250	250
Anciens combattants (UFAC)	200	200
Amis de la chapelle de Lancerf	400	500
Club de twirling	400	500

Nashville cowgirl's and boys	200	200
Pétanque club de Plourivo	220	220
Lire à Plourivo		200
TOTAL	10 710	11 210
<i>Associations communautaires</i>		
<i>* Sport</i>		
A,S de Goas Plat	360	360
A,S de Lanvignec	20	
A,S de Kerraoul	50	50
Ent cycliste du pays de Paimpol	40	30
Ent cycliste Plouha Lanvollon	10	10
Paimpol Armor Rugby Club	80	90
CSAL Paimpol handball	90	70
Pays de Paimpol Athlétisme	80	140
club natation paimpol	100	170
Goëlo Judo Paimpol Club	150	210
Paimpol Badminton		30
Goelands Basket Plouézec		10
Bro Dreger Handball		20
Archers d'Armor paimpol		50
<i>* Culture</i>		
F.S.E.D de Kérraoul		
Bagad bro pempoul	100	100
Comice agricole du canton de Paimpol	100	100
F.S.E.D de Lanvignec	20	25
F.S.E.D Goas Plat (2009 : Voyage Irlande)	750	325
Diwan Pempoull	15	15
Cercle généalogique	15	15
Avel Mor Paimpol	50	50
<i>*Solidarité</i>		
FAVEC	50	50
CASCI	50	50
Donneurs de sang Paimpol	70	70
Visiteurs de malades	20	20
Restos du cœur	150	150
Secours populaire	150	150
Secours catholique	150	150
Visa Santé - Mali Paimpol	150	150
ANAC paimpol	30	30
<i>* Citoyenneté</i>		
U.F des consommateurs	50	50
Formation des jeunes Sapeur pompier	100	100
TOTAL	3 045	2 840
<i>Autres</i>		
Comite local pour le logement	100	100
Eaux et rivières	45	45
Rivage de France	50	50
Prévention routière	30	30
ADAPEI : ESAT de PLOURIVO	30	60
TOTAL	395	285
	14	
TOTAL GENERAL	150	14 335

3 – Maison de l'Estuaire

A – Création d'emplois saisonniers

Pour assurer l'accueil des voyageurs et l'ouverture de la salle d'expositions à la Maison de l'Estuaire, pendant l'été 2010, à l'unanimité, le conseil municipal décide la création des emplois saisonniers suivants:

Deux postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe, à temps non complet :

- en mai, juin et septembre : durée de service 2/35^{ème}

- en juillet et août : durée de service : 10/35^{ème}

Indice Brut: 297- Indice Majoré:290.

B – Tarifs de l'animation

Sur proposition de la commission environnement, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte les tarifs suivants :

Grand Public	Adulte	Enfant 8 à 16 ans	Famille
	4 €	2 €	10 €

Enfant : Pour l'achat d'une carte de quatre animations, la 4^{ème} est gratuite.

	Journée	1/2 Journée
Scolaires	7 €	4 €
Centres Loisirs	4 €	2 €

4 – Choix de la maîtrise d'œuvre pour les mouillages de Lancerf

Afin de passer dans la phase opérationnelle de la création de 58 mouillages collectifs à Lancerf, il est nécessaire de choisir un bureau d'études qui aura pour mission d'assurer la maîtrise d'œuvre.

Pour cela, une consultation a été lancée auprès de trois prestataires. Un seul a répondu. Il s'agit de « In Vivo » le bureau d'études qui a déjà réalisé l'étude préalable à la demande de création de ces mouillages.

Le coût de la maîtrise d'œuvre qui comprend l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT/DCE), la direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) et la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) s'élève à 4.925,00 € HT soit 5.890,30 € TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide de confier la maîtrise d'œuvre au bureau d'études « In Vivo » et autorise le maire à signer le marché.

5 – Convention d'accès aux services e-mégalis

La dématérialisation des marchés publics de + de 90.000 € HT est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2010.

Le Syndicat mixte de coopération territoriale e-mégalis Bretagne créé en 1999 a notamment pour objet, aux termes de ses statuts, de procéder à des achats groupés de matériels, de logiciels ou de services liés à son activité pour les mettre à disposition des organismes éligibles et d'une façon générale réaliser toute activité liée au savoir-faire du Syndicat mixte et à l'évolution des technologies de l'information, au traitement des données et de la communication.

Ainsi il est capable de proposer, à l'ensemble de ses membres ou des organismes publics ou privés d'une mission de service public ou d'intérêt général, au travers d'une plateforme réglementaire d'administration électronique, des services mutualisés accessibles aux usagers (entreprises, associations, particuliers,..). Cette plateforme propose entre autres les services suivants :

- une salle régionale pour la dématérialisation des marchés publics.
- un service de télétransmission des actes au contrôle de légalité et des pièces au comptable.

Aujourd'hui, afin de se conformer à la réglementation imposant la dématérialisation de ses marchés, la commune doit adhérer à une plateforme. Un tel service est payant.

Mais, comme la Communauté de Communes Paimpol-Goëlo, elle-même inscrite auprès de

e-mégalis Bretagne, verse une contribution mutualisée pour l'accès aux marchés publics en ligne, la commune n'aurait pas de cotisation à payer. Elle doit seulement signer la convention d'accès aux services e-mégalis.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité autorise le maire à signer la convention d'accès aux services e-mégalis.

6 – Création d'un emploi, Contrat Unique d'Insertion (CUI)

Afin de favoriser l'accès à l'emploi de préférence d'un jeune de la commune, le maire souhaite la création d'un emploi d'insertion, Le CUI est désormais le seul contrat aidé dans le secteur non-marchand. Il permet une prise en charge de l'Etat de 90% du SMIC horaire, pendant une durée de 6 mois.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide la création d'un emploi en Contrat Unique d'Insertion (CUI).

7 – Choix d'un hébergeur pour le site internet communal

Pour recevoir le site internet communal, il est nécessaire de choisir un hébergeur. Nous avons pris contact avec trois sociétés pour assurer la gestion de nom de domaine, l'hébergement et les comptes e-mail.

Prestataires	BIR	Images & Créations	OVH
Prix mensuel HT	25,83 €	18,33 €	4,99€
Service Client	Rennes	Nantes	Lille
Espace Disque	Illimité	250 Mo	100 Go
Trafic Mensuel Autorisé	Illimité	500 Mo	1 To
Nombre d'e-mails	5	20	100 x 2 Go

Il s'avère que la proposition de OVH est la mieux disante.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité, décide de retenir l'offre d'OVH et autorise le maire à signer le contrat.

8 - CCPG

Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

RAPPORTS de la commission aux conseils municipaux des communes membres de la C.C.P.G.

Objet : A/ Compétence transport public - Transfert de charges.

La commission locale de transfert de charges s'est réunie le 24 février 2010 à PLOURIVO afin d'examiner le transfert de charges résultant du transfert à la Communauté de communes de Paimpol-Goëlo de la compétence transport.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la commission a examiné les documents fournis par la commune de PLOUEZEC, seule concernée dans la mesure où elle seule dispose d'un système de transport public à la demande.

La commission est informée que le service de transport à la demande existant actuellement à PLOUEZEC est intégré dans le service global que met en place la C.C.P.G. mais qu'il conservera temporairement sur 2010 le mode de fonctionnement connu de ses usagers. La C.C.P.G. se substitue à la commune de PLOUEZEC dans le contrat que celle-ci a signé avec le transporteur « Dauphin ».

La commission a décidé de retenir la moyenne des montants déclarés pour les années 2007 à 2009 pour le calcul de l'évaluation des charges transférées et des recettes venant des usagers.

Elle a pris ses décisions à l'unanimité.

Commune de PLOUEZEC

La commission arrête à - 3 585,50 € en dépenses et + 1 020 € en recettes le montant du transfert de charges entre la commune de PLOUEZEC et la C.C.P.G.

La commission constate qu'il n'y a pas d'investissements effectués par la commune susceptibles d'être intégrés dans le transfert de charges.

La commission demande aux conseils municipaux des communes membres de la C.C.P.G. de bien vouloir délibérer sur ses conclusions, en application de l'article L 5211- 5 – II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Objet : B/ Compétence point d'accès au droit - Transfert de charge.

La commission locale de transfert de charges s'est réunie le 24 février 2010 à PLOURIVO afin d'examiner le transfert de charges résultant du transfert à la Communauté de communes de Paimpol-Goëlo de la compétence en matière de création d'un point d'accès au droit.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la commission a examiné les documents fournis par la commune de PAIMPOL, seule concernée dans la mesure où elle accueillait le greffe détaché du tribunal de grande instance de St-Brieuc.

La commission est informée que la commune de Paimpol accepte que les charges qu'elle supportait jusqu'au 31 décembre 2009 au titre de l'accueil du greffe détaché soient comptabilisées dans le transfert de charges mais que, par contre, les recettes qu'elle recevait de l'Etat à ce titre ne soient pas comptabilisées dans la mesure où l'Etat ne participera plus au financement du point d'accès au droit pour son fonctionnement.

Par ailleurs, la commission est informée que les locaux communaux mis à disposition du greffe détaché jusqu'au 31 décembre 2009 sont affectés au point d'accès au droit. Elle invite la commune et la C.C.P.G. à acter cette mise à disposition par un procès-verbal conformément à l'article L1321-1 du C.G.C.T., sachant que cette mise à disposition pourra être temporaire si la C.C.P.G. transfère le point d'accès au droit dans des locaux du centre Dunant.

La commission a décidé de retenir la moyenne des montants déclarés pour les années 2007 à 2009 pour le calcul de l'évaluation des charges transférées. Elle a pris ses décisions à l'unanimité.

Commune de PAIMPOL

La commission arrête à - 4 450,70 € le montant du transfert de charges entre la commune de PAIMPOL et la C.C.P.G.

La commission constate qu'il n'y a pas d'investissements effectués par la commune susceptibles d'être intégrés dans le transfert de charges.

La commission demande aux conseils municipaux des communes membres de la C.C.P.G. de bien vouloir délibérer sur ses conclusions, en application de l'article L 5211- 5 – II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Objet C : Compétence sentiers et itinéraires de grande randonnée - Transferts de charges.

La commission locale de transfert de charges s'est réunie le 24 février 2010 à PLOURIVO afin d'examiner le transfert de charges résultant du transfert à la Communauté de communes de Paimpol-Goëlo de la compétence en matière de sentiers et itinéraires de grande randonnée.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la commission a examiné les documents fournis par les communes de LANLEFF, LANLOUP, PAIMPOL, PLEHEDEL, PLOUBAZLANEC, PLOUEZEC, PLOURIVO et YVIAS, établis sur la base des comptes administratifs ou sur déclarations des Maires par lettres.

La commission a constaté que la commune de KERFOT n'est pas concernée par le présent transfert de charges. La commission a constaté que la commune de PLOURIVO n'avait pas dans son budget de dépenses liées à cette compétence, ni de recettes de fonctionnement. La commission a constaté que plusieurs communes avaient déclaré un montant de dépenses uniquement sur l'année 2009 (ou les années 2008 et 2009) en indiquant que ce montant était une moyenne annuelle.

La commission a décidé de retenir les montants déclarés pour l'année 2009 pour le calcul de l'évaluation des charges transférées. Elle a pris ses décisions à l'unanimité.

Commune de LANLEFF

La commission arrête à - 540 € le montant du transfert de charges entre la commune de LANLEFF et la C.C.P.G.

Commune de LANLOUP

La commission arrête à - 240 € le montant du transfert de charges entre la commune de LANLOUP et la C.C.P.G.

Commune de PAIMPOL

La commission arrête à - 3 870 € le montant du transfert de charges entre la commune de PAIMPOL et la C.C.P.G.

Commune de PLEHEDEL

La commission arrête à - 300 € le montant du transfert de charges entre la commune de PLEHEDEL et la C.C.P.G.

Commune de PLOUBAZLANEC

La commission arrête à - 3 120,03 € le montant du transfert de charges entre la commune de PLOUBAZLANEC et la C.C.P.G.

Commune de PLOUEZEC

La commission constate que la commune de PLOUEZEC est la seule à déclarer bénéficiaire d'une subvention annuelle du Conseil Général des Côtes d'Armor perçue au titre du contrat tri-annuel d'entretien qu'elle a conclu avec une entreprise d'insertion.

La commission arrête à - 4 547 € en dépense et + 2 123 € en recette le montant du transfert de charges entre la commune de PLOUEZEC et la C.C.P.G.

Commune de YVIAS

La commission arrête à - 1 241,10 € le montant du transfert de charges entre la commune d'YVIAS et la C.C.P.G.

La commission constate un montant de charges transférées égal à 0 pour les **communes de KERFOT et PLOURIVO.**

La commission constate qu'il n'y a pas d'investissements effectués par les communes susceptibles d'être intégrés dans le transfert de charges.

La commission demande aux conseils municipaux des communes membres de la C.C.P.G. de bien vouloir délibérer sur ses conclusions, en application de l'article L 5211- 5 – II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte les conclusions de la commission de transfert des charges concernant les compétences « Transport Public », « Point d'Accès au Droit » et « Sentiers et Itinéraires de Grande Randonnée ».

9 – Aménagement du Mézou

Le maire a fait le point de la réflexion en cours sur le projet d'aménagement du Mézou.

Si rien n'est actuellement décidé, quelques pistes se dessinent comme le regroupement des deux écoles du bourg sur le site de l'école du haut, le transfert des services de la mairie dans les locaux libérés de l'école du bas, la création de logements dans la mairie actuelle et l'aménagement d'une placette sur le parking situé à l'arrière de la pharmacie....